

Des criminels et des fuyitifs déploient de vains efforts pour tenter de perturber la visite prévue du Président Kagame en France

Patrick Bagabo

Igihe, 10 septembre 2011

Lors d'une réunion entre les FDU - Inkingi et RNC à Bruxelles qui a eu lieu le 31 juillet 2011, les Forces démocratiques unies (FDU) et le Rwanda National Congress (RNC), dont aucun n'est reconnu au Rwanda, ont juré qu'ils mobiliseraient leurs membres en France et en Belgique pour une manifestation devant le siège du syndicat des patrons français, le Medef, le 13 septembre.

La présidente de FDU, Victoire Ingabire, est emprisonnée et doit répondre à plusieurs accusations graves, notamment le terrorisme, alors que l'ex-chef d'Etat-major de l'armée Kayumba Nyamwasa du RNC est également recherché à Kigali à cause du terrorisme et de nombreuses autres accusations pour lesquelles il a été condamné à 24 ans

de prison.

Ces deux soi-disant mouvements politiques ont récemment formé une alliance impie pour tenter de coordonner leurs activités terroristes. Les deux dirigeants avec d'autres complices ont été soit jugés, soit inculpés par la justice rwandaise.

En effet, peu avant le retour de Victoire Ingabire au Rwanda en janvier 2010, un rapport daté du 9 novembre, d'un Groupe d'experts de l'ONU sur la RDC, a indiqué que les dirigeants militaires des FDLR ont été en contact téléphonique avec les membres de la diaspora des Forces Démocratiques Unifiées (FDU). Le Groupe a rapporté que Victoire Ingabire, la présidente des FDU, mouvement basé aux Pays-Bas, avait assisté à ce qu'on appelle « Dialogue Inter-Rwandais », rencontres avec des participants pro-FDLR.

Plus tard, des témoins, les courriels et les reçus de Western Union ont prouvé qu'elle avait dirigé et financé la création d'une branche armée de son parti politique, FDU Inkingi en persuadant les commandants des FDLR de rompre avec l'organisation, arguant qu'ils n'étaient pas assez violents. Le but de groupes armés d'Ingabire était de mener une guérilla contre le Rwanda.

Avec l'aide d'un certain nombre de pays, le Rwanda a obtenu des preuves convaincantes - les virements, les historiques pour les appels, de courriels et les aveux des co-conspirateurs - des contacts d'Ingabire et la coordination avec les dirigeants des FDLR et ses tentatives de créer une faction FDLR plus violente. Elle a envoyé des milliers de dollars en RDC pour payer les armes et les munitions.

Le 29 avril 2010, l'ancien colonel Tharcisse Nditurende des FDLR a plaidé coupable pour former le groupe rebelle et déclenché la guérilla en vue de lancer une offensive contre le Rwanda. Nditurende a avoué qu'il avait été recruté par Victoire Ingabire lors de réunions tenues à Kinshasa et au Congo-Brazzaville afin de mener une aile militaire de la guérilla de son parti politique - FDU-Inkingi.

Le 6 mai 2010, un autre ancien commandant des FDLR, Jean-Marie Karuta, a plaidé coupable avouant qu'il travaillait avec Victoire Ingabire

de FDU (aux côtés du colonel Nditurende) pour planifier des offensives militaires visant à provoquer l'insécurité au Rwanda.

Le RNC nouvellement formé a joué son rôle en ce qui concerne l'ordre du jour même du mal. Les dissidents de RNC ont également été en collaboration avec le leadership des FDLR. Les émissaires et sympathisants du RNC ont été actifs à la fois autour du globe et dans la région pour rallier le soutien d'un grand plan afin de renverser le gouvernement d'Unité Nationale du Rwanda.

Deux agents des FDLR, Rwandanga Frodouard et Berchmas Mukehimana, actuellement en procès sur des accusations d'attaques terroristes à la grenade l'année dernière à Kigali, ont révélé la collaboration entre RNC et les FDLR en vue de mener des attaques terroristes au Rwanda. Rwandanga a révélé que, en mai 2010, le Brig Gen Bigaruka, commandant adjoint de FDLR/FOCA, avait parlé avec Kayumba Nyamwasa au téléphone et celui-ci a promis d'envoyer un représentant à sa rencontre (Brig Gen Bigaruka) pour discuter de la possibilité de mener des activités terroristes au Rwanda.

Lt Col Amri Bizimana, un commandant des hauts officiers des FDLR qui a fait défection au Rwanda le 29 décembre 2010, a révélé que Patrick Karegeya et le général major Sylvestre Mudacumura ont eu deux

conversations téléphoniques en septembre 2010 et cela avait également été corroboré par le rapport Groupe d'experts de l'ONU.

Pour atteindre leurs objectifs terroristes, le FDU et le RNC ont également utilisé les négationnistes rwandais, groupes révisionnistes, les associations hostiles, des individus en Europe pour lever des fonds et mener d'autres activités de mobilisation. C'est donc dans ce contexte que les deux groupes terroristes ont organisé leurs partisans au cours de la réunion mentionnée à Bruxelles pour appeler à des manifestations contre la visite du président Kagame en France.

Des sources intérieures ont révélé que parmi ceux cooptés pour organiser les manifestations indésirables incluent Joseph Ngarambe, un membre de RNC et les FDU-Inkingi sympathisant vivant à Lille, en France, Ben Rutabana, un chanteur obscur, ancien RDF (Forces Rwandaises de Défense), déserteur et militant de RNC en France, qui réside à Lille, Jean Kabanda, opposant acharné et leader de l'Association pour la Promotion de la Culture Rwandaise (ACPR) à Rouen, en France et Jean-Marie Vianney Ndagijimana, président d'une autre association appelée « action pour un justice internationale impartiale pour le Rwanda (AJIIR) » basé en France.

Jean-Marie Vianney Ndagimana, recherché par la justice rwandaise pour détournement de fonds publics,

est un ancien ambassadeur qui s'enfuit après avoir détourné des milliers de dollars américains des caisses du gouvernement.

Ndagijimana est le fondateur d'une nouvelle association « Covigla » (Collectif des Victimes des crimes de masse commis dans la Région des Grands Lacs Africains) qui vise la coalescence des Rwandais et des Congolais qui sont présumés être victimes du gouvernement rwandais.

Mais l'association la plus troublante est celle de Kayumba Nyamwasa avec un ancien membre de l'Akazu, Séraphin Rwabukumba. Le terme Akazu signifie « petite maison » en langue rwandaise et se réfère à l'entourage immédiat d'Agathe Kanziga, l'épouse de Juvénal Habyarimana, considérée comme l'une des figures clés de l'organisation et de l'exécution du génocide. Les principaux membres de cette structure informelle proviennent des communes Karago et Giciye dans la préfecture de Gisenyi.

Seraphin Rwabukumba qui est maintenant considéré comme un cerveau majeur au sein du RNC, est le frère à la présumée génocidaire Agathe Kanziga et son grand-frère a péri avec Habyarimana lorsque l'avion de ce dernier a été abattu. Il est soupçonné d'avoir participé dans le génocide perpétré en 1994 et suite à un rapport fait par les services de renseignement belges, le ministère public

à Bruxelles, après lui avoir refusé la nationalité belge, qu'il avait demandée, a depuis le début de cette année étudié et préparé un dossier contre lui pour crimes de guerre liés au génocide des Tutsi.

Ce sont ces gens mécontents et des criminels présumés, les deux auto-

dépeint partis politiques d'opposition qui comptent sur la mobilisation des manifestations contre le Président du Rwanda et ont l'espoir de perturber le processus de réconciliation des deux grands peuples, les Français et les Rwandais à travers leurs présidents.